

Comme indemnité au receveur Nash, de Charlottetown, pour services extraordinaires pendant trois mois d'absence de la division du préposé d'accise Moore. \$125.

M. COSTIGAN : Il y a deux employés dans cette division. Le préposé d'accise Moore s'absente de son bureau pendant trois mois, pour recueillir des informations dans une des grandes divisions, au sujet des distilleries et des brasseries, et dans des circonstances ordinaires, nous engageons un employé supplémentaire pour aider l'autre préposé d'accise qui reste en fonctions. Mais celui-ci a offert de faire l'ouvrage pendant trois mois, et j'ai cru qu'il était raisonnable de demander ce crédit pour l'indemniser, au lieu d'engager un employé supplémentaire avec un salaire d'au moins \$600 par année.

M. McMULLEN : Je crois que c'est un crédit des plus repr hensibles. Si cet homme est à l'emploi du ministère et qu'il ait le temps de faire cet ouvrage supplémentaire, il devrait le faire sans recevoir de rémunération supplémentaire. C'est une chose des plus repr hensibles que nous donnions ainsi double rémunération à des hommes qui, en réalité, sont pay s pour consacrer tout leur temps au service du ministère dans lequel ils sont employés.

Pour augmenter le traitement de A. C. Paterson, adjoint de l'inspecteur des poids et mesures à Qu'Appelle..... \$100

M. COSTIGAN : Cette augmentation est due à ce que cette branche du service, pour plusieurs raisons, est la plus pauvrement payée de toutes. Les préposés d'accise commencent à \$600 et augmentent à raison de \$30 par année, outre qu'ils ont de grandes chances de promotion en passant par la filière de commis de troisième et de deuxième classe et de receveurs. Les inspecteurs-adjoints des poids et mesures ne peuvent aller au-delà de \$800, dusent-ils passer toute leur vie dans le service. Quand il y a un rapport de l'inspecteur à l'effet que l'employé remplit ses fonctions fidèlement, son traitement pour l'année devrait atteindre \$600 :

Pour augmenter le traitement de M. Kelly, inspecteur-adjoint des poids et mesures, Québec..... \$100

M. WILSON (Elgin) : J'ai attiré l'attention du ministre du revenu de l'intérieur sur les circonstances qui se rattachent au cas d'un nommé Geo. W. Boggs. Je suis informé qu'il a demandé régulièrement qu'on lui rembours t la somme votée et payée au gouvernement pendant qu'il faisait fonctions d'inspecteur adjoint des poids et mesures. Il a fait cette demande, convaincu qu'il avait droit à la somme qu'il avait payée au fonds, plus l'intérêt jusqu'aujourd'hui. J'ai aussi la déclaration d'un inspecteur des poids et mesures qui avait été nommé par le gouvernement pr c dent, et qui a été destitué par le gouvernement actuel. Il se nomme John Campbell, et il était inspecteur-adjoint dans le comté d'Elgin. Il paraît qu'il a été destitué, non pour une faute qu'il aurait commise, mais par suite d'une modification de l'acte, et il considère qu'il n'est que juste qu'on lui rembourse avec intérêt la somme qu'il a payée au fonds de retraite. Il n'est que juste qu'on lui rembourse avec l'intérêt la somme de \$4 ou de \$5 par année, que le gouvernement a prise à même son traitement pour verser au fonds de retraite. Il ignore pourquoi il a été destitué, car c'est un bon conservateur qui a bien rempli ses fonctions, et sa famille a besoin de toute M. COSTIGAN.

l'aide qu'il peut lui donner. J'espère que le ministre s'occupera de cette affaire pendant la vacance et qu'il en agira équitablement envers cet individu, et s'il ne lui rend pas justice, il me faudra revenir là-dessus à une autre session.

M. COSTIGAN : J'ai dit à l'honorable député que le cas de M. Boggs recevrait mon attention. Quant aux inspecteurs-adjoints des poids et mesures qui n'ont pas été destitués, mais déplacés par l'abrogation de la loi et la réduction du nombre des districts, je crois que dans tous les cas, ils ont été remboursés pour les sommes qu'ils avaient payées. S'il en est qui n'ont pas reçu cette somme, ce doit être parce qu'ils ont été destitués pour cause, auquel cas, naturellement, ils n'y ont pas droit.

M. WILSON (Elgin) : Je puis dire à l'honorable ministre, à titre d'information, que, comme question de fait, cet homme n'a pas été destitué pour cause, mais par suite d'une abrogation de la loi. J'ai ici sa déclaration dans laquelle il mentionne la somme qu'il a payée.

M. COSTIGAN : L'honorable député voudrait-il me communiquer l'information que je l'examine.

Pour paie supplémentaire aux personnes employées permanemment dans le service public et pour rémunérations à toutes autres personnes à raison de services rendus quant aux navires de passage dans les canaux entre le lac Eri  et Montréal, les samedis à partir de minuit jusqu'à 6 heures du matin les dimanches, et depuis 9 heures du soir les dimanches jusqu'à minuit, nonobstant tout ce qui est contraire dans l'acte du service civil \$6,350.00.

M. CHARLTON : Est-ce l'intention du gouvernement de continuer, comme l'indique cette demande de crédit, l'arrangement en vertu duquel, pendant la saison de navigation, on tient le canal ouvert une partie du dimanche ?

Sir JOHN A. MACDONALD : Oui ; c'est l'intention du gouvernement de tenir le canal fermé de six heures du matin à 9 heures du soir. Entre ces heures, les équipages et les passagers pourront assister à l'office divin. Cet arrangement est absolument nécessaire pour l'utilité du canal. Il n'y a pas de restriction de ce genre sur le canal Eri  ou tout autre canal des Etats-Unis. Cette semaine, encore, j'ai reçu de vives représentations de la part de la "Ogdensburg Transport and Shipping Company," qui a beaucoup de navires sur les lacs et qui demandait surtout que le trafic sur le canal Welland ne fût pas interrompu le dimanche, parce que la fermeture du canal causait beaucoup de tort au trafic de la compagnie. On a jugé, cependant, qu'il valait mieux que le canal f t fermé pendant les heures des offices publics.

M. CHARLTON : Alors, les canaux sont fermés de 6 a. m.   9 p. m. ?

Sir JOHN A. MACDONALD : Oui.

M. AMYOT : Pendant que nous en sommes sur ce crédit, je demanderai si le ministre des chemins de fer en est venu à une conclusion au sujet des obligations de la compagnie du chemin de fer du nord, ainsi qu'on l'appelait, obligations que le gouvernement détient contre la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique ? La question a déjà été posée par l'honorable député de Québec (M. Langeier).

Sir JOHN A. MACDONALD : Le gouvernement n'en est pas encore venu à une conclusion.